

M. LA RIVIÈRE.—Bien entendu, c'est difficile s'ils ont de nombreuses familles, mais les célibataires occupent leurs homesteads, et ils s'éloignent de temps à autre pour aller travailler là où il y a plus ou moins d'ouvrage, s'il n'y en a pas dans les environs ils en trouveront un peu plus loin. Ils ont gratuitement des billets de passage sur le chemin de fer. Ils peuvent toujours travailler pour gagner de l'argent. Certes, il ne faut pas s'imaginer que tout le township est peuplé de pauvres. Il y a des colons qui ont des moyens.

M. WILSON.—C'est la question.

M. LA RIVIÈRE.—Il y a des deux, et ceux qui ont des moyens gardent les autres avec eux, et les gens sont très généreux, ainsi que je l'ai déjà dit. Quand il y a des colons pauvres parmi eux, ils leur viennent en aide. Ils travaillent comme des frères. Il règne un sentiment généreux dans le Manitoba.

M. ROOME.—Je crois que nous avons besoin d'immigrants dans l'Ouest, et il s'agit de savoir si nous accorderons des passages à prix réduit ou non. Je m'oppose à ce que le gouvernement favorise les passages payés, et je crois que la majorité du comité m'appuiera. Nous ne sommes pas opposés à ce qu'il nous arrive des gens pauvres, mais nous sommes opposés à la classe d'hommes qui ne feront pas de bons citoyens après qu'ils sont arrivés. Nous ne recommandons pas de leur payer une prime pour être venus dans le pays. Nous voulons encourager les bons pour en faire des citoyens utiles. Mais comment arriver jusqu'à eux? Je suis d'avis qu'il faudrait bien faire connaître notre pays au moyen d'annonces. Je crois qu'un grand bien peut être fait dans la mère-patrie, mais je crois que les agences d'immigration qu'on vient d'abolir dans les anciennes provinces étaient inutiles. Annonçons, publions les avantages qu'offre notre pays, et lorsque des immigrants arriveront, prenons soin d'eux. Il est du devoir du gouvernement de voir à ce que ces immigrants soient bien distribués, et nous les encouragerons. Puis ils écriront à leurs voisins dans les vieux pays, et sachant qu'on prendra soin d'eux à leur arrivée, ils feront tous leurs efforts pour se procurer les moyens nécessaires pour venir dans notre pays et ceux qui se seront efforcés de payer leur passage, feront de bons citoyens une fois arrivés. Publierons-nous des annonces et amènerons-nous cette classe, ou toutes les classes indistinctement? Je suis opposé aux passages payés pour toutes les classes d'immigrants.

M. DAVIN.—Je vois que nous sommes tous de la même opinion. Nous voulons tous de bons colons. Nous n'avons pas besoin dans le Nord-Ouest de commis ni d'artisans. Ils nous faut des cultivateurs et des garçons de ferme. C'est la seule classe d'immigrants que nous désirons avoir, de sorte que nous sommes tous d'accord sur ce point.

M. ARMSTRONG.—D'après ce que je comprends maintenant, le gouvernement désire adopter la meilleure politique aux fins d'encourager et d'attirer l'immigration; et le but dans lequel ce comité se réunit et exprime ses vues, est simplement pour nous efforcer d'aider autant que possible le gouvernement à formuler une politique. C'est une des raisons qui m'ont fait désirer la présence de Mr. Burgess aujourd'hui. A la dernière séance du comité, il y a eu une discussion très intéressante, et pour ce seul motif je voulais que la discussion fut continuée, afin de savoir quel était le meilleur mode à suivre pour engager les immigrants à venir dans ce pays, et quelle était la meilleure classe d'immigrants que nous devions encourager. Mon opinion sur cette question est celle-ci: En premier lieu et principalement, il faut faire venir les hommes dont nous avons besoin, et en second lieu, prendre le moyen de les retenir dans le pays et de les établir et de les engager à y rester, et je dis sans hésiter qu'il sera avantageux pour le pays de payer un prix élevé pour faire venir quelques-uns des hommes dont je parle. Je crois que nous pouvons nous en rapporter à notre propre expérience.

Q. Vous dites que l'argent prêté aux Mennonites a été intégralement remboursé, principal et intérêt?

M. BURGESS.—Tout a été remboursé, capital et intérêts, et ils n'ont pas demandé la remise d'une seule piastre de cette somme.